

TABLE DES MATIERES

Intitulés de la question principale

Science économique

1. Croissance, fluctuations et crises

E1.1 Quelles sont les sources de la croissance économique ?

Vous montrerez que le PIB est un outil de mesure des performances économiques et sociales qui a des limites.	Sujet N°1
Vous expliquerez comment le progrès technique génère de la croissance économique.	Sujet N°2
Vous montrerez que la mobilisation des facteurs de production n'est pas la seule source de la croissance économique.	Sujet N°3
Vous montrerez le rôle des institutions et des droits de propriété dans la croissance économique.	Sujet N°4

E1.2 Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?

Vous expliquerez en quoi la baisse du prix du pétrole peut provoquer des fluctuations économiques.	Sujet N°5
Vous montrerez comment crise économique et déflation peuvent se cumuler.	Sujet N°6
Vous expliquerez comment les mécanismes financiers peuvent être à l'origine de fluctuations économiques.	Sujet N°7
Vous expliquerez comment la déflation peut provoquer une dépression économique.	Sujet N°8

2. Mondialisation, finance internationale et intégration européenne

E2.1 Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?

Vous montrerez les avantages et les inconvénients du libre échange.	Sujet N°9
Vous montrerez les fondements des politiques protectionnistes.	Sujet N°10
Vous montrerez quels peuvent être les risques du protectionnisme.	Sujet N°11
Vous expliquerez les choix de localisation des firmes multinationales.	Sujet N°12

E2.2 Quelle est la place de l'Union européenne dans l'économie globale ?

Vous montrerez que les pays de l'Union économique et monétaire connaissent des difficultés à coordonner leurs politiques économiques.	Sujet N°13
Vous montrerez que la constitution d'un grand marché intérieur a permis une forte intégration économique de l'Union Européenne.	Sujet N°14
Vous montrerez que les politiques macroéconomiques de la France sont contraintes dans le cadre de l'Union Economique et Monétaire.	Sujet N°15
Vous montrerez les avantages de l'intégration économique pour les pays membres de l'Union Economique et Monétaire (UEM).	Sujet N°16

3. Économie du développement durable

E3.1 La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ?

Montrez que la politique climatique repose sur trois types d'instruments : la réglementation, la taxation, et le marché de quotas d'émission.	Sujet N°17
Montrez que la croissance économique pose la question de la soutenabilité.	Sujet N°18

Sociologie

1Classes, stratification et mobilité sociales

S1.1 Comment analyser la structure sociale ?

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.

Montrez qu'il existe un retour aux classes sociales dans la société française.	Sujet N°19
Montrez que la classe ouvrière a connu des changements en France depuis 1850.	Sujet N°20
Montrez que la montée des inégalités rend pertinente l'analyse en termes de classe sociale.	Sujet N°21

S1.2 Comment rendre compte de la mobilité sociale ?

Quel est le rôle de l'école dans la mobilité sociale ?	Sujet N°22
Vous expliquerez le rôle des transformations de la structure socioprofessionnelle dans la mobilité sociale.	Sujet N°23
Vous mettrez en évidence les déterminants de la mobilité sociale des filles par rapport à leur père.	Sujet N°24

2. Intégration, conflit, changement social

S2.1 Quels liens sociaux dans des sociétés où s'affirme le primat de l'individu ?

Vous montrerez que l'école contribue imparfaitement à la cohésion sociale.	Sujet N°25
Vous montrerez que certaines formes et situations familiales peuvent fragiliser le lien social.	Sujet N°26
Montrez comment le travail est créateur de liens sociaux.	Sujet N°27

S2.2 La conflictualité sociale : pathologie, facteur de cohésion ou moteur du changement social ?

Caractérissez l'évolution des conflits du travail en France.	Sujet N°28
Quelle est la place des syndicats dans la régulation des conflits sociaux ?	Sujet N°29
Vous montrerez que la régulation des conflits sociaux peut contribuer à la cohésion sociale.	Sujet N°30

Regards croisés

1Justice sociale et inégalités

RC1.1 Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?

Quels sont les moyens des pouvoirs publics pour contribuer à la justice sociale ?	Sujet N°31
Vous montrerez que les moyens d'action des pouvoirs publics pour lutter contre les inégalités connaissent des limites.	Sujet N°32
Vous montrerez que les pouvoirs publics utilisent différents moyens pour contribuer à la justice sociale.	Sujet N°33
Vous montrerez que l'action des pouvoirs publics pour lutter contre les inégalités peut présenter des risques de désincitation.	Sujet N°34

2. Travail, emploi, chômage

RC2.1 Comment s'articulent marché du travail et organisation dans la gestion de l'emploi ?

Vous montrerez que le salaire ne dépend pas que de la qualification.	Sujet N°35
Quels sont les déterminants de l'offre et de la demande de travail ?	Sujet N°36
Quels sont les déterminants du salaire ?	Sujet N°37
Vous montrerez que le marché du travail, en France, aujourd'hui ne respecte pas les hypothèses d'un marché concurrentiel.	Sujet N°38

RC2.2 Quelles politiques pour l'emploi ?

Vous montrerez que la réduction du coût du travail ne permet pas toujours de réduire le chômage.	Sujet N°39
Vous montrerez que les évolutions de l'emploi remettent en cause le rôle intégrateur du travail.	Sujet N°40

Temps de préparation : 30mn

Temps de passage : 20 mn

Sujet N° 1

Questions simples (10 points) :

1. Présentez les caractéristiques de la démocratie délibérative. [3 points]
2. Illustrez par deux exemples la notion de « culture politique ». [3 points]
3. Comparez les données de la Norvège et du Qatar dans le document 1. [4 points]

Question principale (10 points) :

Vous montrerez que le PIB est un outil de mesure des performances économiques et sociales qui a des limites.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 :

Rang selon l'IDH en 2013	Pays	Valeur de l'IDH	Espérance de vie à la naissance (en années)	Durée moyenne de scolarisation en 2012 (en années)	Revenu national par hab. en 2013 (en dollars)
1	Norvège	0.944	81.5	12.6	63 909
4	Etats-Unis	0.914	78.9	12.9	52 308
6	Allemagne	0.911	80.7	12.9	43 049
11	Irlande	0.899	80.7	11.6	33 414
20	France	0.884	81.8	11.1	36 629
31	Qatar	0.851	78.4	9.1	119 029
57	Russie	0.778	68	7.5	22 617
91	Chine	0.719	75.9	7.5	11 477
93	Algérie	0.717	71	7.6	12 555
171	Côte d'Ivoire	0.452	50.7	4.3	2 774

Source : PNUD, Rapport sur le développement humain, édition 2014.

Document 2 :

La liste des indicateurs alternatifs au PIB adoptée

Le produit intérieur brut (PIB) est depuis longtemps contesté comme instrument de mesure de la richesse. Mais en France, c'est toujours lui qui continue pour l'essentiel de guider les politiques publiques. Jusqu'à présent du moins. Le Parlement a en effet adopté en avril dernier une proposition de loi de la députée EELV Eva Sas, qui prévoit l'obligation d'utiliser des indicateurs alternatifs au PIB dans l'élaboration de la loi de finances. Sans toutefois définir ces indicateurs. C'est donc à ce travail que se sont attelés ensemble ces derniers mois, France Stratégie et le Conseil économique, social et environnemental. Ils ont finalement retenu dix indicateurs, couvrant les champs économique (taux d'emploi, dette publique et privée...), social (espérance de vie en bonne santé...) et environnemental (recyclage des déchets...). Un choix pas évident : le nombre élevé d'indicateurs risque de rendre le message peu lisible. Un indicateur de satisfaction subjective a aussi été préféré, sur la base d'un sondage, à une mesure objective.

Source : Céline Mouzon, Alternatives économiques n°349 septembre 2015, p. 41.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N° 2

Questions simples (10 points) :

1. Présentez les caractéristiques du régime parlementaire. **[3 points]**
2. Expliquez la notion de répertoire d'action politique. **[3 points]**
3. Faire une phrase avec chaque donnée soulignée dans le document 1. **[4 points]**

Question principale (10 points) :

Vous expliquerez comment le progrès technique génère de la croissance économique.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1

Contribution des facteurs à la croissance (Taux de croissance annuel moyen % du PIB et points de croissance)			
	1981-1990	1991-2000	2001-2011
États-Unis			
PIB	3,1	3,7	<u>1,7</u>
Travail	1,7	1,2	0,3
Capital	0,3	1,1	0,9
Résidu	1,1	1,4	<u>0,5</u>
Zone euro			
PIB	2,4	2,0	1,2
Travail	0,1	0,1	0,3
Capital	0,8	0,8	0,9
Résidu	1,5	1,1	0,0

Source: Roland Doehrn, "Euren study Potential Growth in Europe: How to measure it and how to boost it ?" actualisé en 2012.

Document 2

Défini comme un accroissement de la connaissance que les hommes ont des lois de la nature appliquées à la production, le progrès technique a deux caractéristiques fondamentales. D'une part, il transforme les autres facteurs, créant des opportunités d'investissement qui, sans lui, n'existeraient pas. L'accumulation de capital humain est aussi dynamisée par l'extension du savoir, ce qui explique l'allongement des études et la croissance de la part de la population qui y a accès. D'autre part, il apparaît comme un bien public cumulatif car chaque découverte s'appuie sur d'autres découvertes faites par le passé. Selon les mots de Newton, « Nous sommes des nains montés sur des épaules de géants » : il suffit d'apporter une amélioration très mineure à un résultat important pour obtenir un résultat plus fort encore. Ainsi Gutenberg, pour réaliser le premier système d'imprimerie, a utilisé sa maîtrise de la métallurgie et de la mécanique. De même, la réalisation des grandes innovations modernes, telles l'automobile ou l'avion, a nécessité le rassemblement de connaissances de la plus grande diversité.

Source : D. Guellec et P. Rallé, Les nouvelles théories de la croissance, La Découverte, 2003, p. 35.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N° 3

Questions simples (10 points) :

1. Quels sont les inconvénients du scrutin majoritaire? [3 points]
2. Présentez les principaux déterminants de l'abstention électorale. [3 points]
3. Faites une phrase avec les données soulignées en gras (document 1). [4 points]

Question principale (10 points) :

Vous montrerez que la mobilisation des facteurs de production n'est pas la seule source de la croissance économique.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 :

ANALYSE DU TAUX DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION FRANÇAISE (en % par an)					
Composante dont l'effet est évalué	Période de 1951 à 1969	Sous-périodes			Très longue période de 1913 à 1963
		1951- 1957	1957- 1963	1963- 1969	
Production intérieure brute	<u>5,0</u>	4,7	5,1	5,1	2,1
Emploi dans les branches (nombre d'hommes-année)	—	— 0,2	—	0,3	— 0,1
Durée du travail	— 0,1	—	—	— 0,3	— 0,3
Qualité du travail (âge, instruction et intensité du travail)	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6
Migrations professionnelles	0,6	0,5	0,6	0,5	0,3
Volume du capital net	1,1	0,8	1,1	1,3	0,5
Rajeunissement du capital	0,4	0,3	0,4	0,4	—
Intensité de la demande	0,1	0,3	— 0,1	0,1	—
Résidu	<u>2,5</u>	2,6	2,7	2,3	1,1

Source : Carré, Dubois, Malinvaud, Abrégé de la croissance française, Seuil 1972, p 137

Document 2 :

« Pour générer la croissance, une économie peut augmenter le volume de facteurs de production utilisés, les combiner plus efficacement ou faire les deux. Dans le premier cas, la croissance nécessite un effort d'investissement en capital ou une augmentation de la population active, dans le second, la croissance repose sur le progrès technique, qui désigne l'amélioration des connaissances permettant de mieux tirer parti des ressources utilisées pour produire, soit la capacité à produire davantage avec une quantité donnée de facteurs de production. Il est essentiel de clairement séparer ces deux contributions à la croissance. Quand la croissance repose principalement sur l'augmentation de la quantité de facteurs utilisés, on parle de croissance extensive. (...) On parle en revanche de croissance intensive, quand elle est principalement fondée sur une amélioration de l'efficacité des facteurs : les agents tirent un meilleur parti du volume de capital et de travail utilisé, grâce aux gains de productivité réalisés. (...) »

Source : Emmanuel Buisson, « Croissance et développement économique au XXe siècle », in A. Beitone (dir.), 2007, *Analyse économique et historique des sociétés contemporaines*, Armand Colin, (pp. 104-106)

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N°4

Questions simples (10 points) :

- 1 Quel est l'impact de la socialisation secondaire sur les comportements politiques des individus? **[3 points]**
2. Quelles sont les principales institutions européennes ? **[3 points]**
3. Comparez, en utilisant les calculs appropriés, les données soulignées pour les Etats-Unis et l'Italie (document 1). **[4 points]**

Question principale (10 points) :

Vous montrerez le rôle des institutions et des droits de propriété dans la croissance économique.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 :

PIB par habitant (en dollars constants de 2005) et part de certaines dépenses dans le PIB en 2011

	Dépenses privées et publiques de recherche et développement (en % du PIB)	Dépenses publiques en éducation (en % du PIB)	Dépenses publiques et privées en santé (en % du PIB)	PIB par habitant
Etats-Unis	<u>2,8</u>	5,2	17,1	<u>44324</u>
France	2,2	5,5	11,5	35754
Italie	<u>1,2</u>	4,1	9,2	<u>29101</u>
Norvège	1,6	6,5	9,3	66511
Roumanie	0,5	3,1	5,6	6065

Source : Banque Mondiale

Document 2 :

Le Soudan du Sud va-t-il à nouveau sombrer dans le chaos ?(...) Riek Machar tout comme Salva Kiir [le chef de l'État et son ancien vice président] ont une mentalité de prédateurs. Leur but est avant tout de mettre la main sur la manne pétrolière du pays. Cette bénédiction (...) vouait le pays à un avenir radieux. Or, depuis son indépendance en juillet 2011, les 10 millions de Sud-Soudanais, qui vivent principalement de la culture et de l'élevage, n'en voient pas la couleur. (...) En effet, les routes goudronnées, les écoles ou les hôpitaux sont toujours aussi rares dans le pays. "La société sud-soudanaise vit en dehors de tout progrès, si ce n'est le parachutage par hélicoptère des denrées alimentaires de l'ONU" (...).

Pourtant, avec un nombre record de ministres, les dirigeants ne manquent pas. Mais le Soudan du Sud est gangrené par la corruption. "Chacun veut sa part du gâteau", souligne Marc Lavergne. (...) Dans ce pays qui compte une soixantaine de peuples différents, où l'identité ethnique prime encore l'identité nationale, tout incident peut déboucher sur de nouvelles violences interethniques.

Source : Armin Arefi, « Le Soudan du Sud, pays sans Etat », *Le Point*, 18 décembre 2013

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N°5

Questions simples (10 points) :

1. Qu'est-ce que la culture politique ? [3 points]
2. Qu'entend-on par société civile organisée ? [3 points]
3. Faites deux phrases avec les données soulignées. (document 1) [4 points]

Question principale (10 points) :

Vous expliquerez en quoi la baisse du prix du pétrole peut provoquer des fluctuations économiques.

Document 1 : Croissance annuelle du PIB en volume entre 1999 et 2012 (en %)

	Moyenne annuelle 1999-2008	2009	2010	2011	2012 (Prévisions)
Monde	3,8	-1,2	5,0	3,8	3,4
États-Unis	2,5	-3,5	3,0	1,7	2,0
Zone euro	2,1	<u>-4,2</u>	1,8	<u>1,6</u>	0,2
Japon	1,2	-6,3	4,1	-0,3	2,0

Source : Perspectives économiques de l'OCDE, n°90, 2011.

Document 2 : La baisse des cours du pétrole pourrait favoriser un plan de relance providentiel pour la croissance.

La baisse du pétrole est une bonne nouvelle pour la zone euro, importateur net, car elle constitue un choc d'offre positif, bénéfique pour la demande intérieure. C'est un facteur de soutien au pouvoir d'achat et à la croissance. Un choc négatif de 10 % sur les prix du pétrole produirait ainsi selon certaines estimations une hausse de la croissance de 0,1 à 0,2 point. A l'échelle mondiale, elle permet une légère augmentation de la demande globale, en redistribuant la richesse des pays exportateurs nets vers les pays importateurs nets (Union européenne, Japon, Chine ou Inde).

La situation doit aussi encourager les responsables européens à enclencher des mesures concrètes de préparation à la transition énergétique. C'est en période de baisse des prix que la mise en place de dispositifs d'incitation à la sortie progressive des énergies fossiles – par exemple par l'annonce crédible d'une trajectoire de renchérissement du carbone dans le futur – est la plus aisée politiquement. Par ailleurs, le plan européen d'investissement, porté par le président Jean-Claude Juncker et la nouvelle Commission, constitue un outil ambitieux pour soutenir le financement de projets d'infrastructure et de recherche dans ce domaine.

Source : Pierre Moscovici, Les Echos 08/12/2014

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
 Temps de passage : 20 mn

Sujet N°6

Questions simples (10 points) :

- 1 Quelles sont les variables lourdes du comportement électoral ? [3points]
2. En quoi consiste la démocratie participative ? [3 points]
3. Faites deux phrases avec les données soulignées. (document 1).[4 points]

Question principale (10 points) :

Vous montrerez comment crise économique et déflation peuvent se cumuler .

Document 1 : Évolution de la conjoncture des pays de l'OCDE

	1999-2008 en moyenne	2009	2010	2011
Croissance du PIB réel en % (1)	2,5	<u>-3,8</u>	3,1	1,6
- Etats Unis	2,5	-3,5	3,0	2,0
- Zone euro	2,1	-4,2	1,8	0,2
Taux de chômage	6,4	<u>8,2</u>	8,3	8,1
Taux d'inflation	2,7	0,5	1,8	1,9
Solde des administrations publiques en % du PIB	-2,2	-8,3	-7,7	-5,9
Croissance du commerce mondial en %	6,7	-10,7	12,6	4,8

(1). en moyenne annuelle
 2011

Source : perspectives économiques de l'OCDE, n°90, novembre

Document 2 :

L'une des plus grandes craintes est que la déflation (ou même la faible inflation) complique le désendettement tant des agents privés que des États.... lorsque les prix baissent lors d'une récession, les entreprises (endettées) voient leurs recettes s'effriter davantage, alors même que le montant des intérêts qu'elles doivent verser reste inchangé, si bien que le fardeau réel de leur dette augmente. Chacune d'entre elles est alors incitée à réduire de nouveau ses prix pour écouler ses stocks et gagner ainsi en liquidité, mais si toutes les entreprises se comportent ainsi, cela ne fera qu'entretenir la déflation et compliquera encore leur désendettement. [...] De tels cercles vicieux ont des conséquences immédiates sur l'activité réelle. D'une part, les emprunteurs vont chercher à réduire leurs dépenses pour rembourser leurs prêts, ce qui déprime davantage la demande globale. [...] D'autre part, les banques sont incitées ou contraintes à réduire leurs prêts, ce qui déprime également davantage la demande globale et aggrave la situation financière des emprunteurs (potentiels).

Source : Martin Anota, « Comment la consommation réagit-elle à la déflation ? », *D'un champ à l'autre*, mars 2015, <http://www.blog-illusio.com/2015/03/comment-la-consommation-reagit-elle-a-la-deflation.html>

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn

Temps de passage : 20 mn

Sujet N°7

Questions simples (10 points) :

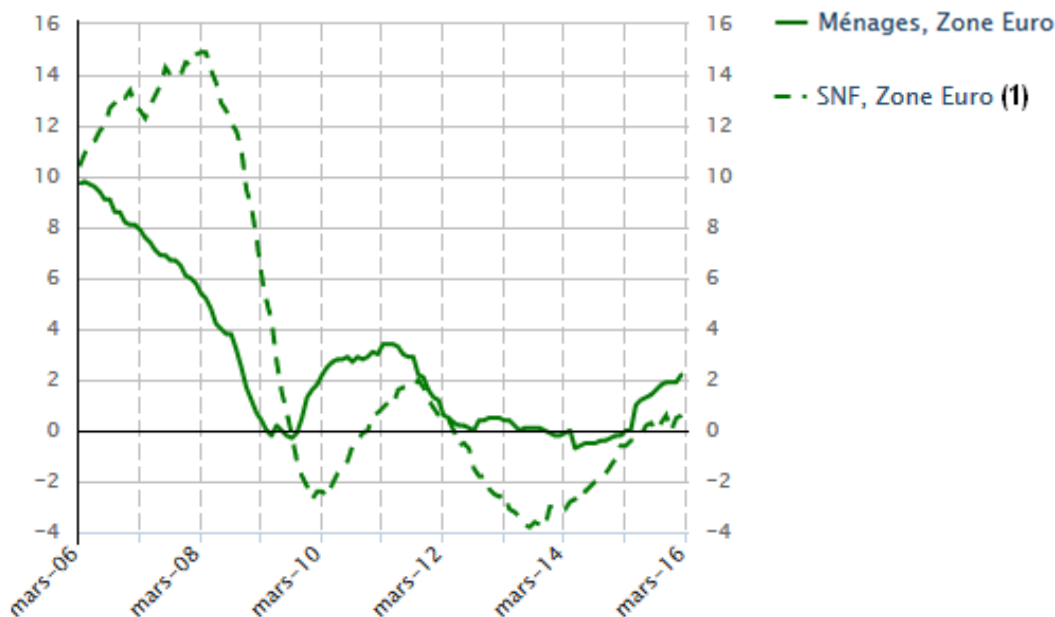
1. Présentez le principe de subsidiarité. [3 points]
2. Montrez que les groupes d'intérêt sont des acteurs clés du fonctionnement démocratique. [3 points]
3. Faites une phrase avec les données de l'année 2010. (document 1) [4 points]

Question principale (10 points) :

Vous expliquerez comment les mécanismes financiers peuvent être à l'origine de fluctuations économiques.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 Evolution annuelle des crédits accordés aux ménages et aux entreprises dans la zone euro (en %)



Document 2 : Le cycle de crédit

A l'origine de chaque crise financière, il y a toujours un « boom » - une intervention, une découverte, une nouvelle technologie – qui donne confiance en l'avenir : une nouvelle méthode d'organisation scientifique du travail dans l'industrie automobile américaine naissante avant la crise de 1929 [...] Ce boom euphorise les agents et leur fait anticiper des profits importants. Confiants, ils veulent investir et empruntent avec succès auprès des banques qui, elles aussi, gagnées par l'euphorie du moment, ouvrent grand les vannes du crédit. Plus les agents sont confiants, plus ils s'endettent toujours davantage, l'euphorie les fait progressivement glisser d'une situation financière prudente à une situation où le moindre retournement suffit à faire basculer dans la faillite. [...] Or, le moment arrive forcément où les opportunités d'investissement se réduisent, où l'argent commence à manquer et le prix de l'argent (le taux d'intérêt) à augmenter. L'endettement vire au surendettement. Les entreprises et les ménages veulent à tout prix se désendetter et bradent leurs actifs, ce qui enclenche une baisse des prix de ces actifs (actions, maisons, etc.). Plus les prix baissent et moins ce qu'ils détiennent a de la valeur. Plus ils cherchent à se désendetter et plus leur dette augmente.

Source : J. Couppéy-Soubeyran, *Alternatives économiques*, n°320, janvier 2013.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn

Temps de passage : 20 mn

Sujet N°8

Questions simples (10 points) :

- 1 Comment les partis politiques contribuent-ils à la mobilisation des électeurs ? [3 points]
2. En quoi le vote est-il un rituel ? [3 points]
3. Faites une phrase avec les données concernant le Japon en 2009. (document 1) [4 points]

Question principale (10 points) :

Vous expliquerez comment la déflation peut provoquer une dépression économique.

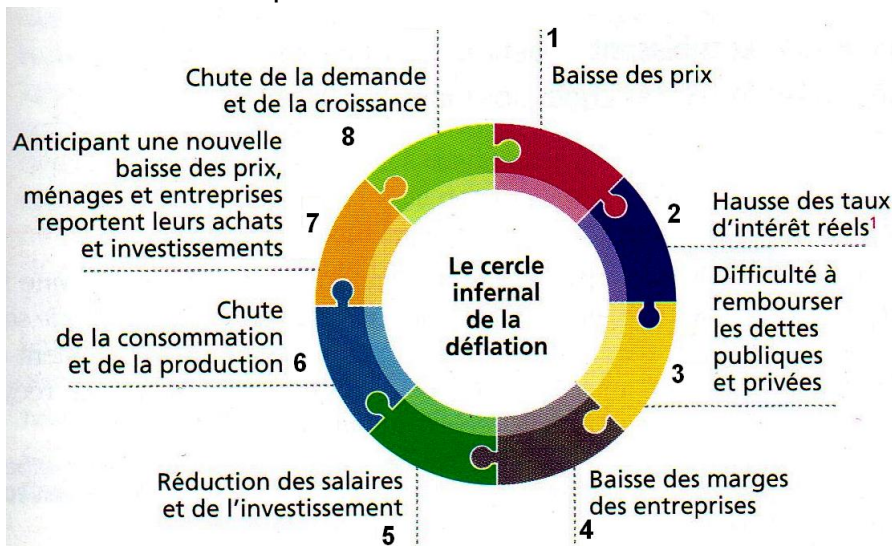
Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Taux de croissance annuel du PIB, du taux d'inflation et taux de chômage (en %)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Taux de croissance du PIB (en %)							
- Zone euro	3,1	0,5	- 4,5	2,1	1,6	- 0,9	- 0,3
- États-Unis	1,8	- 0,3	- 2,8	2,5	1,6	2,2	1,5
- Japon	2,2	- 1,0	- 5,5	4,7	- 0,5	1,7	1,4
Taux d'inflation (en %)							
- Zone euro	2,20	3,30	0,30	1,6	2,7	2,5	1,3
- États-Unis	2,9	3,8	- 0,4	1,6	3,2	2,1	1,5
- Japon	0,1	1,4	- 1,3	- 0,7	- 0,3	- 0,0	0,4
Taux de chômage (en % de la population active)							
- Zone euro	7,4	7,4	9,5	10,1	10,1	11,3	11,9
- États-Unis	4,6	5,8	9,3	9,6	8,9	8,1	7,4
- Japon	3,84	3,99	5,07	5,05	4,58	4,35	4,03

Source : Données OCDE, 2016.

Document 2 : La spirale déflationniste



1. Taux d'intérêt nominal – indice des prix.

Source : Le Monde, 3/06/2014.

à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N°11

Questions simples (10 points) :

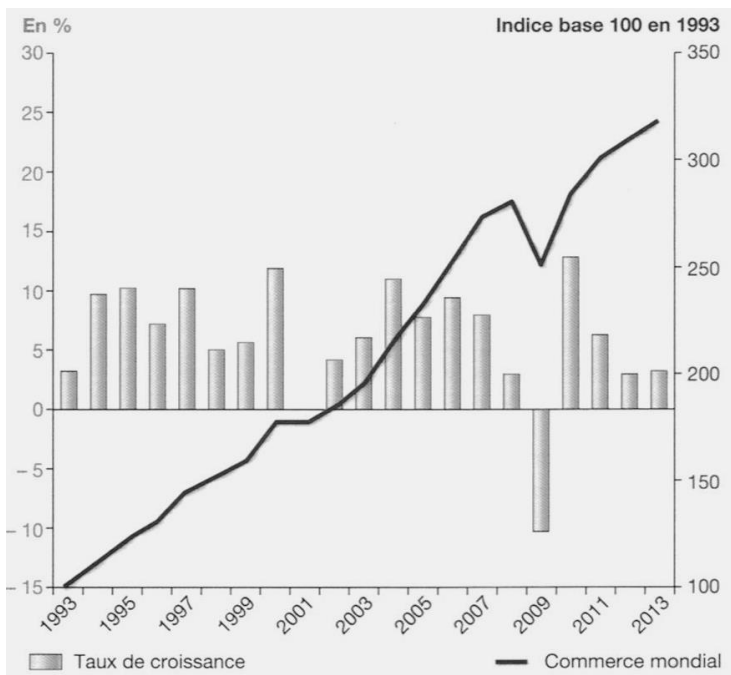
1. Quels sont les différents acteurs du processus de socialisation politique ? [3 points]
2. Quel est le rôle de la Commission Européenne en tant qu'institution européenne ? [3 points]
3. Rédigez une phrase pour chacune des données de 2013 (document 1). [4 points]

Question principale (10 points) :

Vous montrerez quelles peuvent être les risques du protectionnisme.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Taux de croissance annuel et évolution du commerce mondial



Source : FMI,
Perspectives de l'économie mondiale,
2014.

Document 2

Pour les pays avancés innovants, une forte protection des droits de propriété intellectuelle réduit le risque d'imitation et permet aux inventeurs de recueillir une part plus élevée du bénéfice de leur activité créatrice. Mais, les droits de propriété intellectuelle ont une incidence sur la diffusion du savoir et sur la localisation de la production. Les inventeurs de savoirs sont établis dans des pays où les coûts sont élevés, pays à hauts revenus, et les consommateurs de ces savoirs vivent dans les régions où les coûts sont faibles, pays à faibles revenus.

Si des raisons théoriques conduisent à penser qu'une protection renforcée des droits de propriété intellectuelle profite aux pays innovateurs, il n'en est pas de même pour les pays en développement, où l'innovation est limitée ou inexistante.

Thierry Verdier, « Commerce intelligent », *Finances et Développement*, FMI, décembre 2013.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N°12

Questions simples (10 points) :

1. Présentez différents modes d'action politique protestataire. **[3 points]**
2. Présentez les caractéristiques du régime semi-présidentiel. **[3 points]**
3. Comparez à l'aide de 2 calculs différents le coût du travail en France et en Roumanie. (document 1) **[4 points]**

Question principale (10 points) :

Vous expliquerez les choix de localisation des firmes multinationales.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1

	Coût horaire du travail* en 2014 en euros
Bulgarie	4.10
Roumanie	5.00
Hongrie	7.50
Portugal	12.90
Espagne	20.82
Royaume Uni	21.55
Zone euro (18 pays)	29.50
Allemagne	31.90
France	35.10
Belgique	39.10
Danemark	41.30

* Coût supporté par l'employeur

Source : Eurostat

Document 2

Après s'être implanté en Roumanie, le groupe Renault inaugure une nouvelle usine au Maroc. Dédié à la production low cost de la marque Dacia, le centre d'assemblage de Melloussa doit fabriquer à terme, à l'horizon 2015, 340 000 véhicules par an.

Le Maroc a employé les grands moyens pour décrocher le gros lot d'une usine qui revient à 1.1 milliard d'euros. Pas de taxe sur les exportations, pas d'impôt sur les bénéfices pendant cinq ans. Mise à disposition de terrains, prime d'investissement, aide à la formation, autoroute et trains tout neufs pour rejoindre le port de Tanger d'où partiront les bateaux de livraison... Rien n'a été négligé pour attirer le gros poisson tricolore. Mais l'argument massue, c'est le coût de la main d'œuvre.

(...) Seules 10% des voitures assemblées à Tanger sont destinées au marché local. 9 véhicules sur 10 sont donc prévus pour l'exportation en Europe et notamment en France.

D'après P. Burel, *Ouest France*, 2 avril 2012.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N°13

Questions simples (10 points) :

- 1 Quelles sont les variables lourdes du comportement électoral ? [3 points]
2. Présentez le mode de scrutin majoritaire. [3 points]
3. Faites une phrase avec les données de la zone euro (document 1). [4 points]

Question principale (10 points) : Vous montrerez que les pays de l'Union économique et monétaire connaissent des difficultés à coordonner leurs politiques économiques.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Evolution de l'emploi (2008-2013) de la consommation des ménages (2008-2013) et des salaires réels (2010-2013), en %

Pays	Salaires réels	Consommation	Emploi
Allemagne	4	6	5
Autriche	-1	4,9	2
Belgique	2	7	2
France	2	2,50	-0,50
Pays-Bas	0	-5,1	-3
Finlande	1	4	-3
Italie	-3	-7,5	-4,5
Slovaquie	-1,5	4,50	-4,50
Slovénie	-2,5	-2,5	-9
Irlande	-5,5	-8	-10,5
Portugal	-4,5	-8	-13
Espagne	-4	-10,5	-16,5
Grèce	-17	-24,50	-20,50
Zone euro (18 pays)	1	-2	-3,50

Source : D'après « La monnaie et ses mystères », Alternatives Economiques, Hors série n°105, avril 2015

Document 2 :

Union d'Etats-nations de niveaux de richesse et de modèles sociaux différents, l'Europe a été conçue comme un grand marché, non comme un espace de solidarité. Mais dans le même temps, les Etats ont perdu des moyens d'action. Ainsi, les pays de la zone euro ne pouvant plus dévaluer leur monnaie, certains sont contraints à de douloureuses « dévaluations » internes. Parallèlement, les règles budgétaires condamnent les Etats déficitaires à une austérité sans fin. Et la concurrence fiscale à laquelle se livrent les Etats accentue l'érosion des moyens publics.

Certes, la crise a fait prendre conscience aux pays de la zone que le partage d'une même monnaie impliquait une solidarité de fait. Dans la tourmente, des mécanismes d'assistance ont été mis sur pied pour prêter temporairement à des Etats en difficultés de paiement. Mais le projet d'un budget pourvu d'une fonction de stabilisation à l'échelle de la zone euro, régulièrement évoqué comme le complément indispensable de la monnaie unique, reste encore à l'état de principe.

Source : Sandra Moatti, *L'Europe du chacun pour soi*, Alternatives Economiques, Hors-série n°106 , octobre 2015, p 22.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
 Temps de passage : 20 mn

Sujet N°14

Questions simples (10 points) :

- 1 Présentez les caractéristiques d'un régime p1 résidentiel. [3 points]
2. Illustrez par deux exemples la notion de comportement politique. [3 points]
3. Calculez à l'aide de deux outils l'évolution des exportations intracommunautaires entre 2001 et 2012 (document 1). [4 points]

Question principale (10 points) : Vous montrerez que la constitution d'un grand marché intérieur a permis une forte intégration économique de l'Union Européenne.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 :

**Montant des exportations et importations
 intracommunautaires et extracommunautaires entre 2001 et 2012.**

En millions d'euros	2001	2006	2010	2012
Exportations intracommunautaires	1 872 797	2 498 390	2 538 393	2 828 853
Exportations extracommunautaires	884 707	1 161 776	1 348 778	1 686 295
Importations intracommunautaires	1 784 917	2 420 467	2 461 203	2 757 475
Importations extracommunautaires	979 143	1 363 883	1 506 761	1 791 618

Source : Eurostat 2013

Document 2

Avec 502 millions de consommateurs depuis l'élargissement de janvier 2007, il s'agit du plus grand marché au monde. C'est un des objectifs majeurs à l'origine de la création de la Communauté européenne.

La mise en place du marché intérieur s'est effectuée dans une optique libérale, pour laquelle la suppression des barrières à l'échange est perçue comme facteur de croissance et créatrice d'emplois. [...]

Pour réaliser le marché intérieur, il a fallu assurer la liberté de circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux. Les règles nationales ont donc été harmonisées par le biais du principe de non-discrimination en fonction, de la reconnaissance mutuelle des législations nationales, et de la transposition des directives communautaires dans le droit de chaque État membre. Pour accompagner ce processus, des règles en matière de concurrence ont été mises en place : contrôle des ententes et fusions entre entreprises principalement. Selon le traité de Lisbonne, l'établissement de règles de concurrence est une compétence exclusive de l'Union. Le marché intérieur, quant à lui, est une compétence partagée entre l'UE et les États membres.

Source : d'après vie-publique.fr, Quelles sont les grandes politiques communautaires ?
 24/02/2014, consulté le 29/04/2016.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N°15

Questions simples (10 points) :

1. Présentez le mode de scrutin proportionnel [3 points]
2. A l'aide de deux exemples, montrez que l'action politique ne se limite pas au vote [3 points]
3. Vous calculerez l'évolution de la dette publique entre 2014 et 2017 à l'aide d'un taux de croissance (document 1). [4 points]

Question principale (10 points) :

Vous montrerez que les politiques macroéconomiques de la France sont contraintes dans le cadre de l'Union Economique et Monétaire (UEM).

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 :

Le programme de stabilité* de la France pour 2015-2018 présenté par le gouvernement français à la commission européenne

	2014	2015	2016	2017
Croissance (prévision du gouvernement pour 2016 et 2017), En %.	0,4	1,0	1,5	1,5
Déficit public (en % du PIB)	-4,0	-3,8	-3,3	-2,7
Dette publique (en % du PIB)	95,0	96,3	97,0	96,9

*Le gouvernement s'inscrit dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance : un pays doit avoir un déficit public inférieur à 3% du PIB et une dette publique inférieure à 60% du PIB.

Source : direction du Trésor - 15 avril 2016

Document 2 :

Le ministère de l'économie garde le cap de la réduction du déficit

« Des efforts sans précédent de maîtrise des dépenses ont été faits, sans renoncer à nos priorités », a assuré le secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert, mettant en avant une baisse des dépenses de 1,4 milliard par rapport à 2014. (...).

« Nous poursuivrons l'effort », a affirmé Christian Eckert, alors que 16 milliards d'euros d'économies sur l'ensemble de la dépense publique sont promises pour 2016. « Nous devons en 2016, puis en 2017, poursuivre la réduction de notre déficit comme nous nous y sommes engagés », a renchéri Michel Sapin, (...).

Craignant que se rouvrent les vannes de la dépense à l'approche de la présidentielle, le premier président de la Cour des comptes, Didier Migaud, a appelé mardi le gouvernement à poursuivre « l'effort résolu de maîtrise des déficits et de réforme pour respecter les engagements pris ». Du côté de Bruxelles, il n'est de toute façon pas question de repousser le retour du déficit public sous les 3 % au-delà de 2017. La France « a bénéficié deux fois d'un délai de deux ans, qui ne saurait être encore prolongé », a prévenu le commissaire européen Pierre Moscovici. (...).

Site internet les échos – le 15/01/2016 - Frédéric Schaeffer, Les Echos

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N°16

Questions simples (10 points) :

- 1 A travers deux exemples, illustrez le rôle des partis politiques dans la mobilisation électorale. [3 points]
2. Donnez un déterminant de l'abstention électorale. [3 points]
3. Vous calculerez de deux manières différentes l'évolution de la balance des transactions courantes en Allemagne entre 2010 et 2013. (document 1) [4 points]

Question principale (10 points) :

Vous montrerez les avantages de l'intégration économique pour les pays membres de l'Union Economique et Monétaire (UEM).

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 :

Taux de croissance et balance des transactions courantes*au sein de la zone euro

Taux de croissance du PIB (en %), prix constants						
	1995	1998	2002	2005	2010	2013
Allemagne	1,7	2	0	0,7	4,1	0,1
France	2,1	3,6	1,1	1,6	2	0,6
Zone Euro (17)	ND	ND	ND	2,1	2,1	0,2

Balance des transactions courantes* (en Milliards de dollars)						
	1995	1999	2002	2005	2010	2013
Allemagne	- 32,2	- 31,1	39,3	131,4	191,9	282, 4
France	ND	50,8	17,6	- 0,4	- 22,1	- 26,6
Zone euro (17)	ND	- 138,4	11,1	- 29,6	36,5	257,4

ND : données non-disponibles

* elle enregistre certains types d'échanges entre la France et l'**extérieur** : les échanges de biens, de services, les revenus et les transferts à destination ou en provenance de l'étranger. **Source : OCDE, Banque mondiale**

Document 2

La logique ricardienne du grand marché européen

(...). La commission Delors proposa en 1986 le grand marché européen et entrant en vigueur le 01/01/1993, qui est une intégration complète des marchés qui ne se limiterait plus à l'industrie et à l'agriculture, mais s'étendrait aux marchés des services, des travaux publics, du travail et du capital. Le tout doublé d'une harmonisation des normes techniques, d'une élimination des contrôles aux frontières, d'une reconnaissance des diplômes. (...). Sa logique est celle d'une intensification de la concurrence sur tous les marchés, qu'il s'agisse des biens et des services ou des facteurs de production. Cette concurrence est censée générer des gains d'efficacité dans la production et l'allocation des ressources, donc des baisses de coûts et de prix, synonymes de gains de pouvoir d'achat pour les consommateurs et de compétitivité pour les entreprises.

Les concepteurs du marché unique misent sur une meilleure spécialisation de l'ensemble des producteurs et sur des gains de parts de marché vis-à-vis du reste du monde pour relancer l'économie européenne. (...).

Source : Alternatives Economiques N°346 – Jacques Adda – mai 2015.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N°17

Questions simples (10 points) :

1. Montrez comment le vote peut être une forme de protestation politique. [3 points]
2. Quelles sont les caractéristiques d'un régime parlementaire ? [3 points]
3. A l'aide de deux outils différents, mesurez l'évolution du prix de la tonne de carbone en Europe entre 2008 et 2015. (Document 1) [4 points]

Question principale (10 points) :

Montrez que la politique climatique repose sur trois types d'instruments : la réglementation, la taxation et le marché de quotas d'émission.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : L'évolution du prix des quotas sur le marché européen du carbone

Prix d'une tonne de carbone en Europe, en euros



Source : © CDC Climat recherche

Document 2

Une seconde option consiste à mettre en œuvre une politique de taxation. Cette politique axée sur les prix implique que l'effet de la régulation sur le niveau d'émission n'est pas connu par avance, puisqu'il dépend, en fin de compte, du niveau de la taxe et de la répartition des coûts de réduction des émissions parmi les émetteurs : les émetteurs réduisent leurs émissions tant que leurs coûts de réduction des émissions restent inférieurs à la taxe. De nombreux économistes pensent qu'une taxe carbone internationale harmonisée pourrait constituer un moyen efficace de réduire les émissions de GES.

Toutefois, la mise en œuvre de cette option semble en pratique très difficile, sinon impossible au plan international. C'est la raison pour laquelle le principal instrument économique choisi pour lutter contre le changement climatique a été les systèmes d'échange de quotas, mieux connus sous le nom de « marchés carbone ».

Source : R.Trotignon, "Un bilan du marché européen du carbone", *Cahier Français, L'environnement sacrifié?* La documentation française, n°374, mai juin 2013.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
 Temps de passage : 20 mn

Sujet N°18

Questions simples (10 points) :

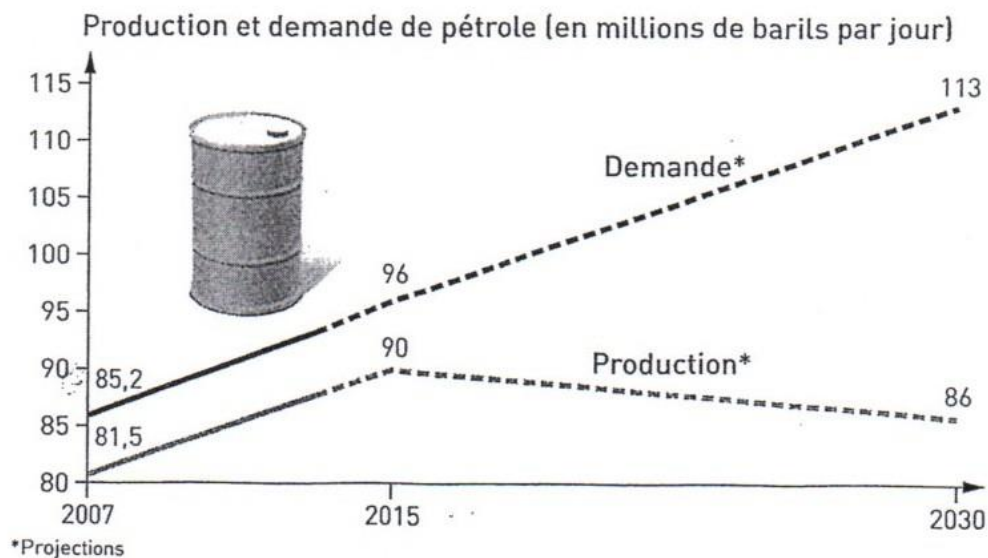
1. Comment la culture politique se transmet-elle ? [3 points]
2. Présentez le principe de subsidiarité dans le cadre de l'UE. [3 points]
3. A l'aide d'un calcul de votre choix, mesurez l'évolution attendue de la demande de pétrole et de la production de pétrole entre 2007 et 2030. (Document 1) [4 points]

Question principale (10 points) :

Montrez que la croissance économique pose la question de la soutenabilité.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Le marché épuise les ressources naturelles



Source : Trendlines, AIE. Alternatives économiques, hors série n°78, octobre 2008.

Document 2

Si l'humanité continue sur sa lancée, elle consommera en 2050 trois fois plus de matières premières qu'aujourd'hui. « Bien au-delà de ce qui est supportable. » [...] Dans quarante ans, les quelque 9 milliards d'être humain consommeront 140 milliards de tonnes de minerais, d'hydrocarbures et de biomasse (bois, cultures, élevage), selon le rapport de PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement). Soit 16 tonnes de ressources naturelles englouties chaque année par chaque habitant de la planète. « Les responsables politiques comme le grand public ne sont toujours pas convaincus des limites physiques absolues de la quantité de ressources disponible pour l'humanité », notent les auteurs.

Source : F.Nodé-Langlois, "L'humanité épuise les ressources naturelles", *Le Figaro*, 13 mai 2011.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn

Temps de passage : 20 mn

Sujet N°19

Questions simples (10 points) :

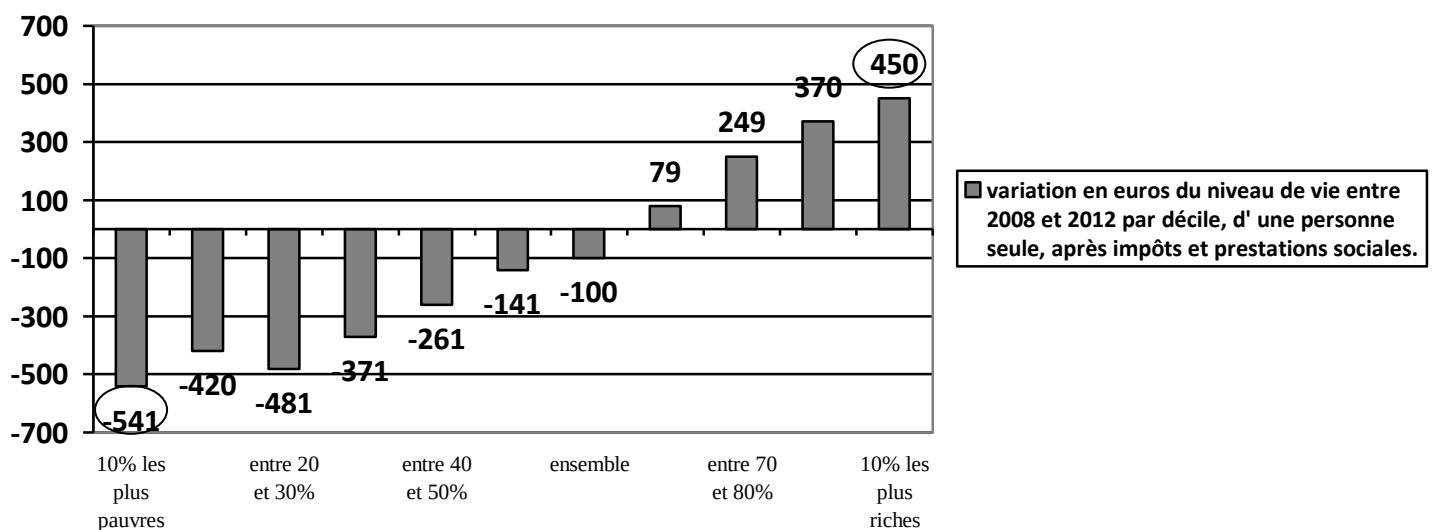
1. Présentez deux variables lourdes qui ont un impact sur le comportement électoral.
[3 points]
2. Illustrez par un exemple un effet du scrutin majoritaire sur la sélection des gouvernants.
[3 points]
3. Faites une phrase avec les deux nombres entourés. [4 points]

Question principale (10 points) :

Montrez qu'il existe un retour aux classes sociales dans la société française aujourd'hui.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Inégalités : une révolution à l'envers



Source : INSEE

Document 2 :

Pendant six mois, de février à juillet 2009, Florence Aubenas a fait la tournée des agences d'intérim. Jusqu'au jour où une conseillère de Pôle Emploi l'oriente vers la spécialité d'agent de nettoyage. Au bout d'un mois et demi, la voilà employée à bord du ferry pour l'Angleterre, à Ouistreham, à récuser les cabines et les toilettes. Une heure par jour, 21h30 à 22h30. Viendront s'ajouter d'autres boulots, quand ce ne sera pas quelques heures attribuées au dernier moment. Au total, elle ne gagnera jamais plus de 700 euros par mois. Elle connaît la fatigue nerveuse, les horaires qui n'en finissent pas, les déplacements incessants d'un travail à l'autre, la vulnérabilité qui oblige à subir, mais aussi la solidarité et les moments de bonheurs arrachés à un monde où une prime de licenciement de 200 euros fait figure de parachute en or et un CDI de 5h30 à 8h00 du matin, de passeport pour le paradis.

D'après F. Aubenas, " le quai de Ouistreham", Editions de l'Olivier, 2010.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
 Temps de passage : 20 mn

Sujet N°20

Questions simples (10 points) :

- 1 Quelles sont les caractéristiques du régime parlementaire ? [3 points]
2. Montrez la dimension transnationale du répertoire d'action politique en vous appuyant sur un exemple de votre choix. [3 points]
3. Faites une phrase avec les deux nombres soulignés. [4 points]

Question principale (10 points) : Montrez que la classe ouvrière a connu des changements en France depuis 1850.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Taux d'adhésion à différents types d'associations selon la catégorie socioprofessionnelle en 2010, en France.

En %	Ensemble	Action sanitaire, sociale ou humanitaire	Sport	Culture	Loisirs	Syndicat, groupement professionnel
Agriculteurs exploitants	34,8	2,2	5,4	5,2	6	16,5
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	30,4	3,8	11,3	4,1	6,6	3,4
Cadres et profession intellectuelles supérieures	46,9	5,9	19,7	10,9	4,1	13
Professions intermédiaires	42,9	4,2	19,3	7	5	13,1
Employés	30,1	3,2	10,7	4,8	2,9	10,7
Ouvriers	<u>26,4</u>	1,6	12	2,3	3,6	<u>9,4</u>
Ensemble	35,1	3,6	14,3	5,6	4	11

Source: INSEE, 2010

Document 2 :

En retraçant dans "chanter pour survivre"(1982) l'univers culturel des travailleurs du textile de Roubaix (dans le Nord) entre 1851 et 1914, L. Marty insiste sur la quête d'un espace et d'un temps propres à la communauté ouvrière. Cette recherche d'un territoire d'autonomie indispensable à la survie face à des conditions matérielles et psychologiques jugées insupportables se traduit par l'entretien de formes de sociabilité et de techniques expressives spécifiques. Le cabaret est un lieu d'élection: ce n'est pas seulement un café, mais le siège de sociétés créées par les ouvriers, l'endroit où sont déclamés des chansons, où sont organisés des carnivals... Ce répertoire chansonnier puise dans un fonds commun que partagent d'autres milieux : anticléricalisme, patriotisme républicain... La culture et la consommation ouvrières, pas seulement dans le Nord, sont des lieux populaires de résistance moins aux patrons qu'aux conditions de travail.

S. Bosc, Stratification et classes sociales , éd. Armand Colin, 2008

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn

Temps de passage : 20 mn

Sujet N° 21

Questions simples (10 points) :

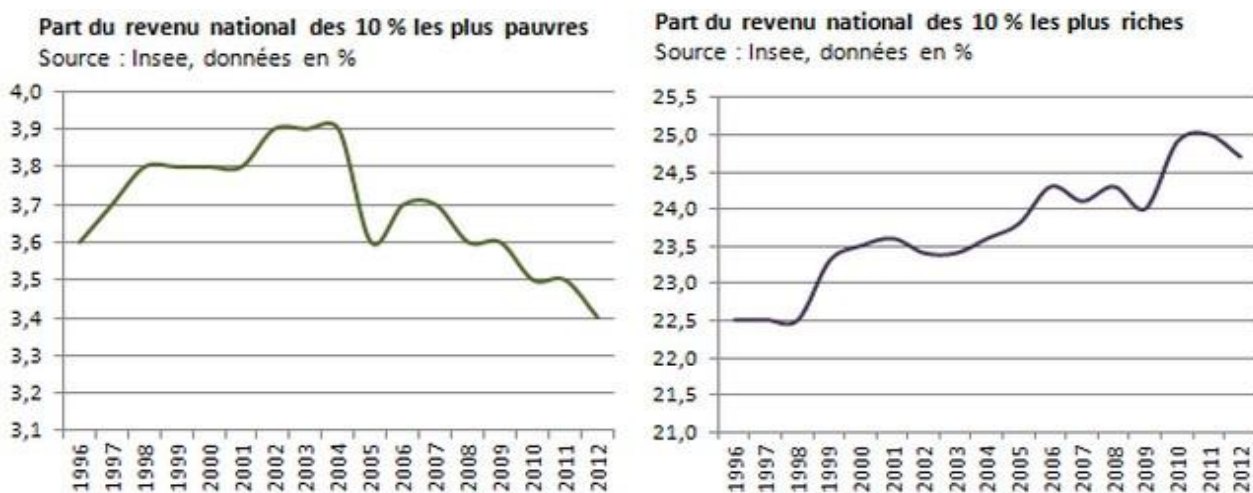
1. Qu'est-ce que le principe de démocratie délibérative ? **[3 points]**
2. Présentez deux exemples de répertoire d'action politique de nature différente. **[3 points]**
3. Faire une lecture de la donnée de 2012 du premier graphique. Mesurez avec un coefficient multiplicateur l'évolution de la part des revenus des 10 % les plus riches entre 1996 et 2012. **[4 points]**

Question principale (10 points) :

Montrez que la montée des inégalités rend pertinente l'analyse en termes de classe sociale.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 :



Document 2 :

Les plus aisés (...) repoussent hors du progrès une part croissante des ménages populaires et moyens. Hors jeu, par exemple, de la protection face à l'avenir faute de statut d'emploi solide. La précarité est loin d'être généralisée : l'ancienneté moyenne dans l'emploi s'allonge et les jeunes peu qualifiés représentent la masse des CDD et de l'intérim. Hors jeu de l'ensemble des avantages associés à certains salariés des grandes entreprises et du secteur public, qu'il s'agisse de la formation, de la couverture santé complémentaire ou autres. Hors jeu des politiques culturelles et artistiques (opéras, théâtres, conservatoires, etc.) [...]. Hors jeu, enfin, de la compétition scolaire. Notre système éducatif est taillé sur mesure pour les plus diplômés qui refusent de voir l'immense avantage que constitue le « capital culturel ». [...] Compte tenu de l'emprise du diplôme en France et du niveau du chômage, cette mise à l'écart est d'une puissante violence. Au lieu de s'inquiéter de cette France populaire et moyenne qui gronde, on se focalise depuis des années sur de « nouvelles inégalités » (entre les âges, les sexes, les couleurs de peau, les territoires), bien réelles (...). C'est bien d'un conflit de « classes » qu'il s'agit aujourd'hui.

Source : Louis Maurin, *Fracture sociale : ce déni qui va vous coûter très cher*, mars 2015, *L'observatoire des inégalités*,

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
 Temps de passage : 20 mn

Sujet N° 22

Questions simples (10 points) :

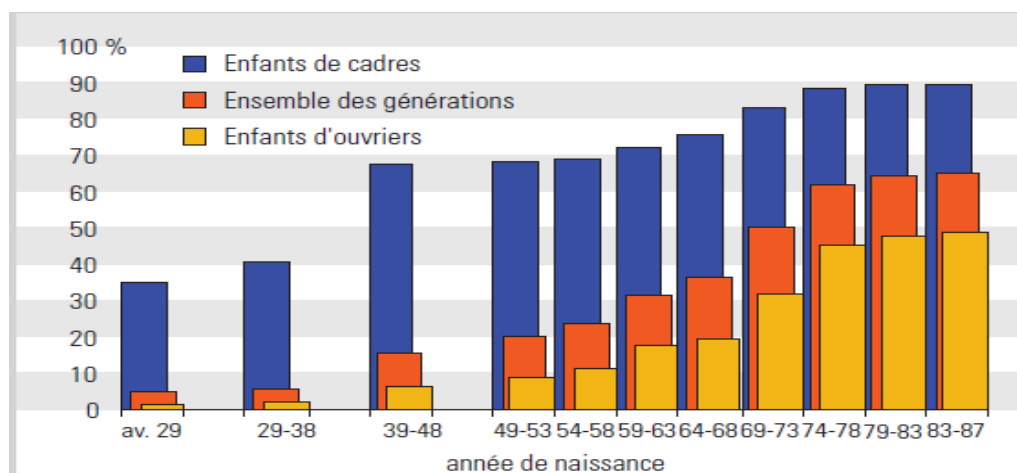
- 1 Présentez deux caractéristiques du régime parlementaire et du régime présidentiel. [3 points]
- 2 A l'aide d'un exemple, illustrez la notion de culture politique. [3 points]
3. Calculez l'écart en points entre la réussite au bac des enfants de cadres et celle des enfants d'ouvriers pour les générations nées entre 1939 et 1948 puis pour celles nées entre 1983 et 1987. [4 points]

Question principale (10 points) :

Quel est le rôle de l'école dans la mobilité sociale ?

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 Obtention du bac selon la catégorie sociale et la génération



Source : Ministère de l'Education nationale, *l'état de l'école (édition 2010)*

Document 2

Pendant très longtemps l'école était considérée comme la machine qui permettait aux enfants d'entrer dans la société, mais qui ne déterminait pas fondamentalement leur destin social. C'est-à-dire que les enfants de la bourgeoisie allaient dans les écoles bourgeoises, les enfants du peuple dans les écoles plus populaires, pour se retrouver à peu près là où ils étaient au départ, à l'exception de quelques héros venus du peuple qui franchissaient les échelles de la société. [...] Or avec la massification scolaire d'un côté, et l'élévation de la qualification des emplois de l'autre, le rapport à l'école s'est complètement transformé. Tout le monde sait bien aujourd'hui que la qualification scolaire des enfants va très largement déterminer leurs chances d'avoir un travail ou pas, d'être bien payé ou pas, d'avoir un emploi sûr ou pas. Donc, l'attente à l'égard de l'école s'est complètement transformée. [...] Au fond, le rapport un peu enchanté à l'école s'est défait au profit d'une compétition de tous contre tous, pour avoir les meilleures positions scolaires.

Source : François Dubet, « L'école est de plus en plus perçue comme une compétition de tous contre tous », *Les inrockuptibles*, 27 novembre 2014

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
 Temps de passage : 20 mn

Sujet N°25

Questions simples (10 points) :

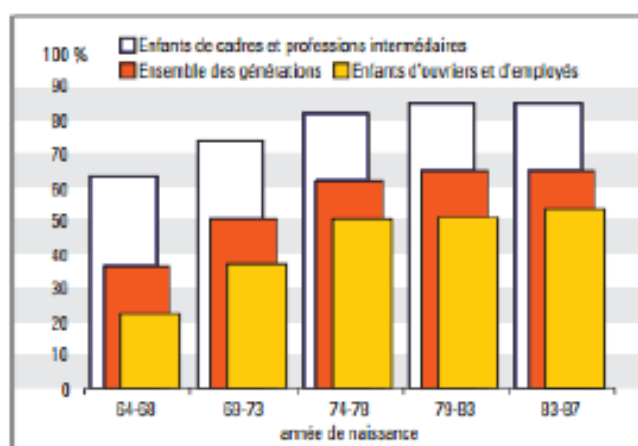
1. Donnez un exemple d'action de protestation politique. [3 points]
2. En quoi consiste le principe de subsidiarité ? [3 points]
3. Faites une phrase avec les données de la génération 1964 - 1968. (document 1) [4 points]

Question principale (10 points) :

Vous montrerez que l'école contribue imparfaitement à la cohésion sociale.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Obtention du baccalauréat selon la génération et le milieu social (en %)



Source INSEE

Document 2 :

Sur la longue période, et grâce à ces réformes de structures, les politiques ont réussi à élever considérablement le niveau de formation des jeunes. Car ce développement volontariste de l'offre a rencontré une demande, demande stimulée d'abord par le développement économique des Trente Glorieuses, aiguillonnée ensuite par une concurrence croissante et des difficultés d'insertion des jeunes. Les analyses de Louis Chauvel donnent une vue précise de l'élévation de l'âge de fin d'études de la population active sur longue période : en 1900, cet âge moyen est de moins de 12 ans, dans les années 1950, il se situe entre 13 et 14 ans ; puis à partir de 1955, survient une accélération sensible : 14ans $\frac{1}{2}$ en 1960, 15 ans $\frac{1}{2}$ en 1970, 16 ans $\frac{1}{2}$ en 1980, 17 ans $\frac{1}{2}$ en 1990, presque 18 ans $\frac{1}{2}$ à l'aube de l'an 2000. [...] Une conséquence de cet allongement des scolarités est la baisse sensible du pourcentage de jeunes pas ou très peu qualifiés.

Source : M. Duru-Bellat in O Galland et Y Lemel (dir.), *La société française*, A Colin, coll. Sociétales, 2011 (3^{ème} édition)

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N°26

Questions simples (10 points) :

1. Présentez deux déterminants de l'abstention. [3 points]
2. Donnez un avantage et un inconvénient du scrutin majoritaire. [3 points]
3. Faites une phrase avec les données de la ligne « Familles monoparentales de moins de 65 ans ». (Document 1) [4 points]

Question principale (10 points) :

Vous montrerez que certaines formes et situations familiales peuvent fragiliser le lien social.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Répartition de chaque type de ménage dans l'ensemble de la population, et parmi les personnes pauvres (moins de 50 % du revenu médian) en 2013, en %

	% dans la population totale	% des personnes pauvres
Personnes seules de moins de 65 ans	9,3	14,9
dont hommes inactifs	1,0	2,7
hommes actifs	4,1	6,1
femmes inactives	1,1	2,6
femmes actives	3,1	3,4
Familles monoparentales de moins de 65 ans	8,8	23,4
dont pères	1,6	3,4
mères inactives	1,6	9,3
mères actives	5,7	10,8
Couples de moins de 65 ans	58,8	48,7
dont homme inactif - femme active avec ou sans enfant	3,7	3,1
homme actif - femme inactives avec 3 enfants ou plus	3,7	9,7
couples d'actifs sans enfants	7,5	3,0
couples d'actifs avec trois enfants ou plus	8,1	5,4
Ménages complexes(1) de moins de 65 ans	3,5	5,9
Personnes d'un ménage dont la personne de référence a 65 ans ou plus	19,6	7,1

(1) Ménages qui rassemblent plusieurs familles ou plusieurs personnes isolées

Source : Insee, Enquête Revenus fiscaux et sociaux, 2013

Document 2 :

Instance fondamentale de la socialisation primaire, la famille est également à l'origine du lien de filiation [...]. C'est également en mettant à la disposition de ses membres une série de ressources - affectives et morales, sociales et relationnelles, matérielles et monétaires - que la famille concourt à leur intégration sociale. Ainsi, la fonction de solidarité qu'elle remplit contribue au lien social. La montée de l'individualisme fragilise-t-elle l'institution familiale ? Affaiblit-elle ses fonctions d'intégration et de solidarité ? Les conséquences de l'individualisme sur la famille et son fonctionnement sont importantes. L'autonomie de chacun des membres s'est étendue et la famille est devenue le lieu de la recherche du bonheur privé. Ces transformations expliquent, en partie, les évolutions de la fécondité, de la nuptialité et de la divortialité. [...] [...] Les ressources familiales tout comme les liens familiaux sont inégaux d'un milieu social à l'autre. Par conséquent, lorsque la solidarité familiale croît afin de pallier les insuffisances de la solidarité publique par exemple, elle tend à accentuer les inégalités économiques et sociales.

Source : EDUSCOL -

http://cache.media.eduscol.education.fr/file/SES/99/8/integration_sociale212998.pdf

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N°27

Questions simples (10 points) :

1. Comment le principe de subsidiarité permet-il de répartir les compétences ? **[3 points]**
2. Qu'est-ce que la socialisation politique ? **[3 points]**
3. Comparer avec le calcul de votre choix catégorie « chômeur » à celle « emploi stable ». (document 1) **[4 points]**

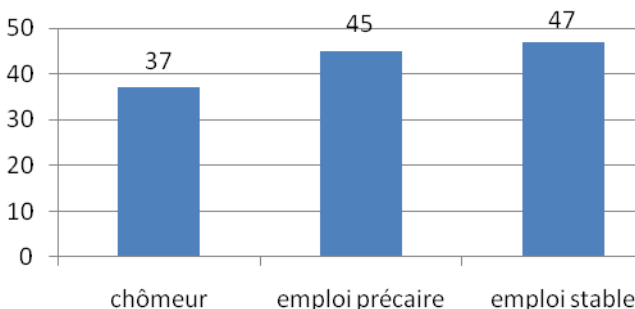
Question principale (10 points) :

Montrez comment le travail est créateur de liens sociaux.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1

Proportion d'individus adhérant à au moins une association (en %)



Source : CREDOC, enquête conditions de vie et aspirations des français 2003-2005, dans *Consommation et modes de vie* n°203 mai 2007.

Document 2

Selon Durkheim, ce qui fait le lien social dans les sociétés modernes -la solidarité organique-, c'est avant tout [...] la complémentarité des fonctions, laquelle confère à tous les individus, aussi différents soient-ils les uns des autres, une position sociale susceptible d'apporter à chacun à la fois la protection élémentaire et le sentiment d'être utile. [...] La mise en place d'un système d'assurances sociales obligatoires fondé sur l'activité et l'emploi a contribué à modifier le sens même de l'intégration professionnelle [...] qui ne signifie pas uniquement l'épanouissement au travail mais aussi le rattachement, au-delà du monde du travail, au socle de protection élémentaire constitué à partir des luttes sociales dans le cadre du welfare¹.

1. Etat Providence

Source : **Serge Paugam**, *Le lien social*, coll. « Que sais-je », PUF, 2010

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N°28

Questions simples (10 points) :

- 1 Quelles sont les principales caractéristiques du régime parlementaire ? **[3 points]**
2. Qu'est-ce que la société civile organisée ? **[3 points]**
3. Calculez en % l'évolution du nombre de journées individuelles non travaillées pour fait de grève entre 1975 et 2009 **[4 points]**

Question principale (10 points) :

Caractérisez l'évolution des conflits du travail en France.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 :

Les indicateurs de la conflictualité en France

	1975	1990	1997	2009
Journées individuelles non travaillées pour fait de grève (pour 1000 salariés)	3 500	600	400	136
- Conflits localisés	3 000	500	350	110
- Conflits généralisés	500	100	50	26
Les motifs des conflits (en %)				
- Salaires	75	55	38	58
- Conditions de travail	7	9	12	15
- Défense de l'emploi	8	20	32	19
- Conflits de droits	10	16	18	8
Taux de syndicalisation (en %)	19,9	9,8	7,5	7,9

Source : DARES, Ministère du travail, 2012

Document 2

Selon J-M.Denis, «[...] on observe plutôt des formes de conflits hybrides. Cela peut être le cas dans les secteurs où les traditions de lutte sont faibles, comme le commerce et la construction par exemple où il y a peu de grèves au sens classique du terme mais un panachage d'actions individuelles et collectives (débrayages, pétitions, mais aussi refus d'heures supplémentaires, prud'hommes, etc.). Ainsi, un phénomène d'absentéisme chronique, révélateur d'un climat de tensions et de relations sociales dégradées, peut à tout moment se transformer en conflit collectif et prendre la forme d'une grève ou d'un débrayage. Ici, l'absentéisme et le conflit collectif ne constituent pas des phénomènes séparés mais forment une dynamique».

La conflictualité au travail est loin d'avoir disparu des entreprises. Faut-il pour autant en déduire que les capacités de mobilisation et de résistance des salariés sont restées indemnes, après trois décennies de réorganisations gestionnaires et de chômage de masse ? [...]De fait, il est probable que l'élargissement du répertoire d'action des salariés aille de pair avec une moindre efficacité des luttes. Qui dit en effet qu'une pétition ou une manifestation permet d'obtenir autant de résultats qu'une grève prolongée ?

Source : Xavier de la VEGA, « travail, salaires, retraites : la lutte continue », Sciences Humaines n°227, juin 2011

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage : 20 mn

Sujet N°29

Questions simples (10 points) :

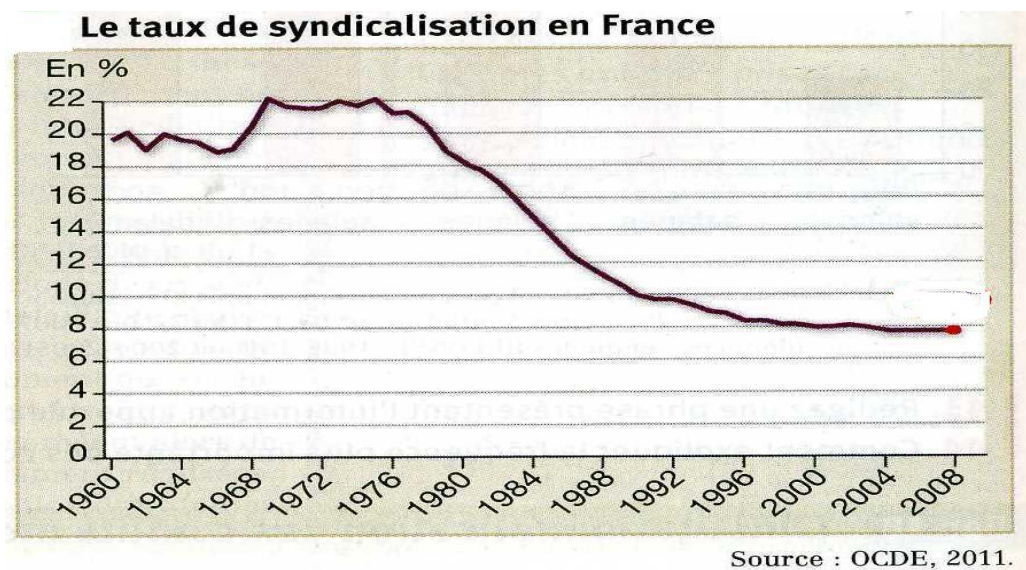
1. Quel rôle jouent les groupes d'intérêt dans une démocratie ? **[3 points]**
2. Montrez que le vote est un rituel. **[3 points]**
3. A partir du document 1, calculez de deux façons différentes l'évolution du taux de syndicalisation en France de 1975 à 2008. **[4 points]**

Question principale (10 points) :

Quelle est la place des syndicats dans la régulation des conflits sociaux ?

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous.

Document 1 : Evolution du taux de syndicalisation en France depuis 1960 (en %).



Document 2 : Syndicats et conflits du travail.

L'étude "Relations professionnelles et négociations d'entreprise" menée par le ministère du travail révèle, en effet, un climat social bien plus agité que ne le laisseraient présager les grandes théories sur la disparition des conflits. Pour la période 2002-2004, l'étude conclut à une augmentation de ces derniers : 30 % des directions d'établissement de plus de 20 salariés du secteur marchand ont déclaré avoir connu au moins un conflit collectif entre 2002 et 2004, contre 21 % entre 1996 et 1998, date de la précédente enquête. (...) De plus, comme par le passé, la taille des établissements et la présence syndicale jouent un rôle décisif dans le déclenchement des mouvements. Les entreprises connaissent une situation bien plus souvent agitée quand elles sont dotées de délégués syndicaux (50 % des directions d'établissement déclarent alors au moins un conflit, contre 20 % lorsque sont seulement présents des représentants élus et 15 % lorsqu'il n'y en a aucun).

Source : S. Beroud et alii, *Le Monde diplomatique*, octobre 2008.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage : 20 mn

Sujet N°30

Questions simples (10 points) :

1. Qu'est-ce que le pluralisme politique ? [3 points]
2. Présentez deux variables lourdes du comportement électoral. [3 points]
3. Peut-on affirmer qu'il existe un lien entre taux de syndicalisation et qualité du dialogue social ? (document 2) [4 points]

Question principale (10 points) :

Vous montrerez que la régulation des conflits sociaux peut contribuer à la cohésion sociale.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous.

Document 1 :

Dès lors qu'au moins un délégué syndical a été désigné dans l'entreprise, l'employeur est soumis à une obligation de négocier, selon une périodicité variable, sur différents thèmes. Cette négociation peut avoir lieu au niveau central de l'entreprise ou séparément au niveau des différents établissements [...]. L'obligation porte sur l'ouverture de négociations et non l'aboutissement à un accord.

Depuis la loi Auroux d'octobre 1982, imposant de négocier chaque année sur les salaires, la durée effective et l'aménagement du temps de travail, de nombreux thèmes ont fait l'objet d'une obligation de négocier : l'égalité professionnelle (obligation renforcée en 2006, puis en 2011, pour l'égalité salariale entre hommes et femmes), [...] l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés (depuis 2005), les modalités d'information et de consultation du comité d'entreprise à propos de la stratégie de l'entreprise et ses effets prévisibles sur l'emploi et les salaires [...], le maintien dans l'emploi des travailleurs âgés (depuis 2009).

[...] Enfin, la loi du 9 novembre 2010 a introduit l'obligation, pour les entreprises ou les groupes de 50 salariés ou plus [concernés] [...], de négocier un accord ou de mettre en place un plan d'action sur la pénibilité au travail [...].

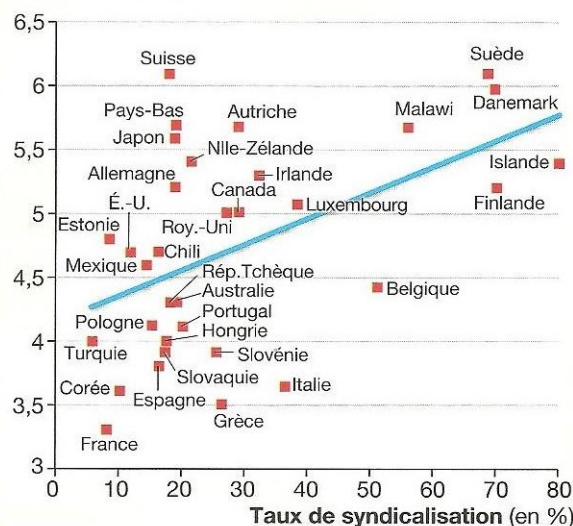
Source : Dares Analyses n°26, avril 2013.

Document 2 :

**Indicateur de qualité
du dialogue social du
point de vue des
employeurs**

6 = coopératif

1 = conflictuel



Source : O.C.D.E., 2013.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N°31

Questions simples (10 points) :

- 1 Qu'est ce que la socialisation politique ? [3 points]
2. Selon quel principe se répartissent les compétences entre l'Union Européenne et les Etats membres ? [3 points]
3. Faites une phrase avec les chiffres en gras soulignés dans le document 1. [4 points]

Question principale (10 points) : Quels sont les moyens des pouvoirs publics pour contribuer à la justice sociale ?

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Montants moyens des prélèvements et des prestations en 2010 (en euros)

	Revenus moyens qui tient compte de la composition des ménages par quantile				
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5
Revenu avant redistribution (A)	7 400	15 489	21 191	28 243	53 582
PRELEVEMENTS	- 440	- 1 258	- 2 466	- 4 129	- 10 621
Financement de la protection sociale	- 521	- 1 204	- 2 021	- 2 989	- 5 803
Impôts directs ⁽¹⁾	81	- 54	- 446	- 1 140	- 4 817
PRESTATIONS	4 332	1 418	1 067	819	600
Revenu disponible (revenu après redistribution) (B)	11 293	15 649	19 792	24 933	43 561
Taux de redistribution (B-A)/A en %	<u>52,6</u>	1,0	- 6,6	- 11,7	<u>- 18,7</u>

Source : D'après « France Portrait social 2011 », INSEE.

⁽¹⁾Les impôts directs sont les impôts payés directement par le contribuable.

Document 2 :

Les discriminations sévissent dans de nombreux domaines: à l'embauche, au logement, dans les services. L'accès à l'enseignement supérieur est un moyen pour lutter contre toutes ces formes de discriminations, à condition de réformer les procédures d'admission, en faveur d'une plus grande égalité des chances. Il s'agit aujourd'hui de comparer les dispositifs qui ont été mis en place en ce sens aux Etats-Unis, à l'université, notamment depuis le début des années 1960, avec ceux plus récents qui sont mis en œuvre en Europe, et en France en particulier pour l'accès aux grandes écoles. [...] La France, avec la première expérience de "discrimination positive" à Sciences Po au début des années 2000, a mis en place une procédure d'admission spéciale pour les lycéens issus de ZEP, et qui a suscité tant de polémiques, aujourd'hui largement éteintes.

Source : M. T. Allal ; « Accès à l'enseignement supérieur : quels succès pour les politiques de discrimination positive » *Huffington Post*, 23/ 07/ 2013.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn

Temps de passage : 20 mn

Sujet N°32

Questions simples (10 points) :

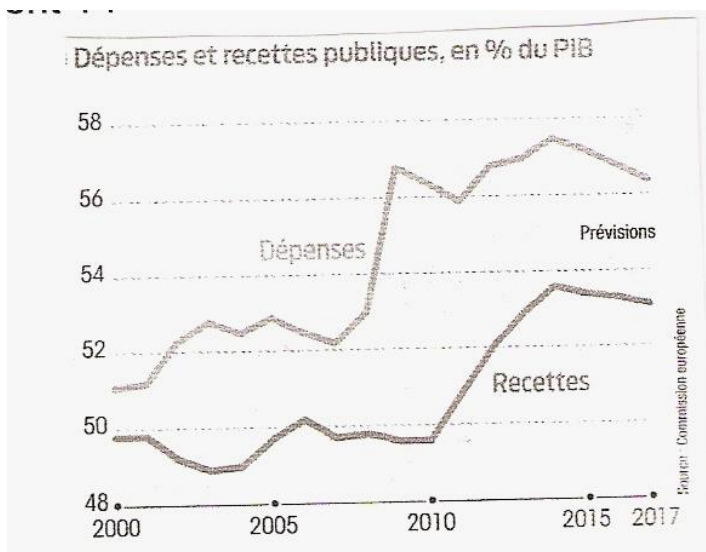
- 1 Illustrez par des exemples les différentes formes d'action politique. [3 points]
2. Donnez la définition d'un régime semi-présidentiel. [3 points]
3. Faites une phrase explicitant les données de 2015. (doc1) [4 points]

Question principale (10 points) :

Vous montrerez que les moyens d'action des pouvoirs publics pour lutter contre les inégalités connaissent des limites.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 :



Champ : France. Source : Duval

Guillaume. – « France : une reprise poussive, mais une reprise » *Alternatives Economiques*, n°353, janvier 2016, p.13.

Document 2 :

Quand les politiques de discrimination positive ciblent les individus les plus méritants dans les groupes discriminés, afin de les aider à accéder aux meilleures universités, elles abandonnent la grande majorité de ceux qui n'ont pas assez de mérite pour prétendre bénéficier de ces dispositifs de compensation des inégalités injustes. Ainsi, aux Etats-Unis, ces politiques ont favorisé la formation d'une élite afro-américaine et d'une classe dirigeante féminine, ce qui est bien, mais, au même moment, la condition des noirs et des femmes s'est dégradée ; sans doute parce que la majorité des Noirs et des femmes n'avait pas assez de mérite !

Source : Francois Dubet ; « L'égalité des chances et ses limites » *cahiers Français*, n° 386, mai-juin 2015.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
 Temps de passage : 20 mn

Sujet N°33

Questions simples (10 points) :

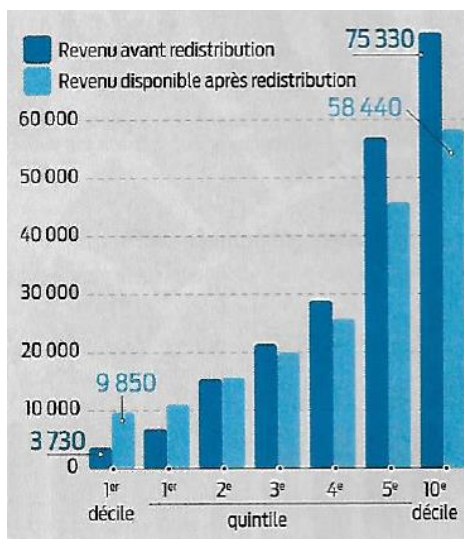
1. Quelles sont les variables lourdes du comportement électoral ? **[3 points]**
2. Montrez que la société civile organisée peut influencer l'action publique. **[3 points]**
3. Exprimez dans une phrase les données relatives au 1^{er} décile (Document 1). **[4 points]**

Question principale (10 points) :

Vous montrerez que les pouvoirs publics utilisent différents moyens pour contribuer à la justice sociale.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Revenu moyen avant et après redistribution, par décile et quintile de niveau de vie en 2013, en euros.



Source : INSEE, Alternatives économiques, Hors-série N°103, décembre 2014

Document 2

Aux impôts proprement dits, il faut ajouter les cotisations sociales. Elles servent à financer les retraites, la sécurité sociale, les allocations chômage, etc. Elles diffèrent des impôts en ce qu'elles sont affectées à un usage précis, ouvrant des droits à bénéficier d'une assurance sociale [...] Les impôts sont aussi un moyen de réduire les inégalités de revenus. De fait, tous les impôts ne réduisent pas les inégalités. Seuls ceux dont le taux augmente avec le revenu (les impôts progressifs) le font.

Source : Arnaud Parienty, « A quoi servent les impôts ? », Alternatives économiques, Hors-série N°103, décembre 2014, p. 36-37

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N° 34

Questions simples (10 points) :

1. Illustrez, par un exemple, la gouvernance multi-niveaux. **[3 points]**
2. Qu'est-ce que la démocratie délibérative ? **[3 points]**
3. Faites une phrase avec les chiffres soulignés en gras qui permet d'en comprendre le sens.
(Document 1) **[4 points]**

Question principale (10 points) :

Vous montrerez que l'action des pouvoirs publics pour lutter contre les inégalités peut présenter des risques de désincitation.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 :

Part de la totalité de l'impôt sur le revenu payée selon le revenu (données pour le Royaume-Uni, en %)

Année	1% des revenus les plus hauts	10 % des revenus les plus hauts	50 % des revenus les plus hauts
1990-1991	15	42	85
1993-1994	16	44	87
1996-1997	20	48	88
1998-1999	21	49	88
2000-2001	22	52	89
2001-2002	22	<u>52</u>	89
2002-2003	22	52	89
2003-2004	22	52	90
2004-2005	<u>22</u>	52	89

Source : Gregory N.Mankiw, Mark P.Taylor, Principes de l'économie, de Boeck Supérieur, Bruxelles, 2010.

Document 2 :

« L'impôt peut-il inciter à ne pas travailler ? Toute la question est de savoir jusqu'où on doit aller dans l'égalisation des conditions de vie. Il ne fait aucun doute que l'égalisation complète n'est pas un objectif souhaitable. Si tous les revenus étaient taxés à un taux de 100 % et redistribués intégralement sous forme de transfert forfaitaire égal pour tous, indépendamment du salaire obtenu par les uns et par les autres, alors les incitations monétaires au travail seraient tellement faibles que le niveau du transfert en question serait dérisoire [...] Il serait naïf de pouvoir prétendre apporter une réponse parfaitement scientifique à cette question, qui fait d'ailleurs l'objet de profonds conflits politiques. Tout dépend en pratique de ce que les économistes appellent l'élasticité de l'offre de travail : dans quelle mesure une augmentation du taux d'imposition conduit-elle à une baisse importante de la quantité de travail fourni par les contribuables ? »

Source : Thomas Piketty, les mutations de la société française, coll « Repères », la Découverte, 2007

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N°35

Questions simples (10 points) :

- 1 Qu'est-ce qu'un régime semi-présidentiel ? [3 points]
2. Donnez une définition de la notion de culture politique. [3 points]
3. Faites une phrase avec les données en gras du tableau : « -20,8 » (document 1) [4 points]

Question principale (10 points) :

Vous montrerez que le salaire ne dépend pas que de la qualification.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Salaires mensuels moyens nets de tous prélèvements selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle en 2013

En euros courants, 2013	Femmes	Hommes	Ensemble	Femmes/Hommes (en %)
Cadres et professions intellectuelles supérieures	3 469	4 380	4 072	-20,8
Professions intermédiaires	2 068	2 394	2 254	-13,6
Employés	1 568	1 714	1 612	-8,5
Ouvriers	1 441	1 736	1 686	-17,0
Ensemble	1 934	2 389	2 202	-19,0

Champ : France, salariés en équivalent-temps plein du secteur privé et des entreprises publiques.

Source : Insee, DADS.

Document 2 : Les négociations salariales en France : une analyse à partir de données d'entreprises (1994 - 2005)

En France, les accords de salaire ont couvert en moyenne près de 75 % des salariés chaque année au cours de la période allant de 1994 à 2005. Les accords de branche concernent environ les deux tiers des salariés alors que les accords d'entreprise n'en couvrent que moins du quart. [...] Les durées entre deux accords de salaire, très souvent d'une année, reflètent l'obligation pour les entreprises et les branches de négocier chaque année. Il est rare d'observer des accords dont les effets perdurent durant plusieurs années. Certains accords prennent leur effet de manière progressive au cours de l'année de signature.[...] Sur la période 1994 - 2005, les accords de branche (hors métallurgie et BTP) sont majoritairement signés entre octobre et janvier (53 %), 40 % des accords dans la métallurgie sont signés en décembre, alors que plus de 50 % des accords dans le BTP sont signés entre mars et mai. Au niveau des entreprises, près de 60 % des accords sont signés entre janvier et avril. La date à laquelle le Smic est réévalué, le mois de juillet de chaque année au cours de la période étudiée, a un effet sur le calendrier des accords.

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE N° 426, 2009

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=2918

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn

 Temps de passage : 20 mn

Sujet N°36

Questions simples (10 points) :

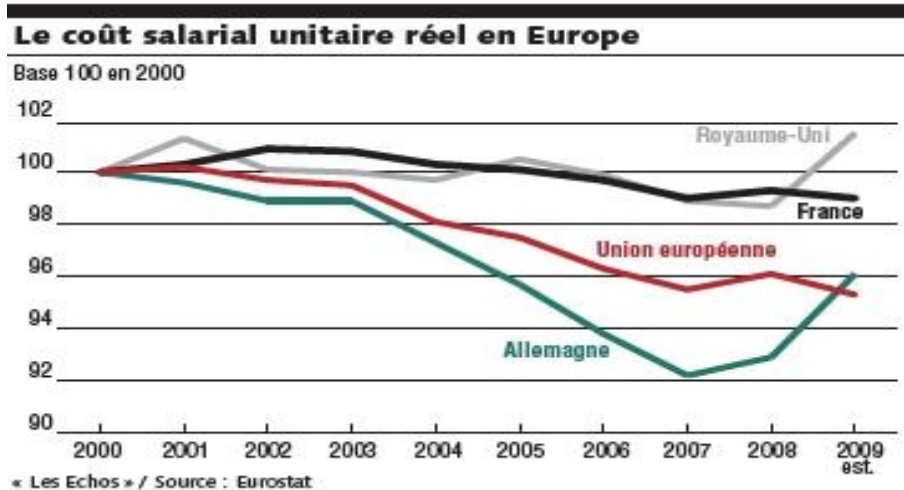
- 1 Définissez la notion de parité en politique. [3 points]
2. Illustrez la dimension rituelle de l'acte électoral. [3 points]
3. Faites une phrase avec les chiffres de 2009 pour la France et du Royaume-Uni. (Document 1) [4 points]

Question principale (10 points) :

Quels sont les déterminants de l'offre et de la demande de travail ?

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 :



Source : Les Echos, 31/12/2009

Note : le coût salarial unitaire réel correspond au coût salarial (taux de salaire réel plus cotisations sociales) par unité produite.

Document 2 : Offre de travail des mères en France

Entre 1962 et 2005, le taux d'activité des femmes a augmenté en France (de 45,8 % à 63,8%) mais reste corrélé négativement au nombre d'enfants. Dans quelle mesure l'arrivée d'un enfant supplémentaire réduit-elle la participation des mères au marché du travail ? La relation entre nombre d'enfants et activité est complexe car les décisions de fécondité et d'activité ont des déterminants communs, et s'influencent mutuellement. Les résultats indiquent qu'avoir plus de deux enfants diminue la probabilité d'activité des mères d'environ 20 points et, lorsqu'elles sont en emploi, le nombre d'heures travaillées par semaine de deux heures. L'impact négatif sur l'activité des mères pourrait être d'autant plus important que les perspectives d'emploi et de salaire des mères sur le marché du travail sont faibles ou qu'elles doivent faire garder leurs enfants. Cet effet est ainsi particulièrement marqué pour les mères peu diplômées, mais perdure lorsque les enfants grandissent et ne varie pas selon la taille de la ville de résidence.

Source : Economie et Statistique, novembre 2009

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=2823

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
 Temps de passage : 20 mn

Sujet N°37

Questions simples (10 points) :

1. Illustrez la notion de culture politique. [3 points]
2. Quel est l'intérêt du pluralisme politique? [3 points]
3. Calculez les écarts de salaires entre les diplômés Bac + 5 et les diplômés Bac + 2 à l'aide d'un coefficient multiplicateur. [4 points]

Question principale (10 points) :

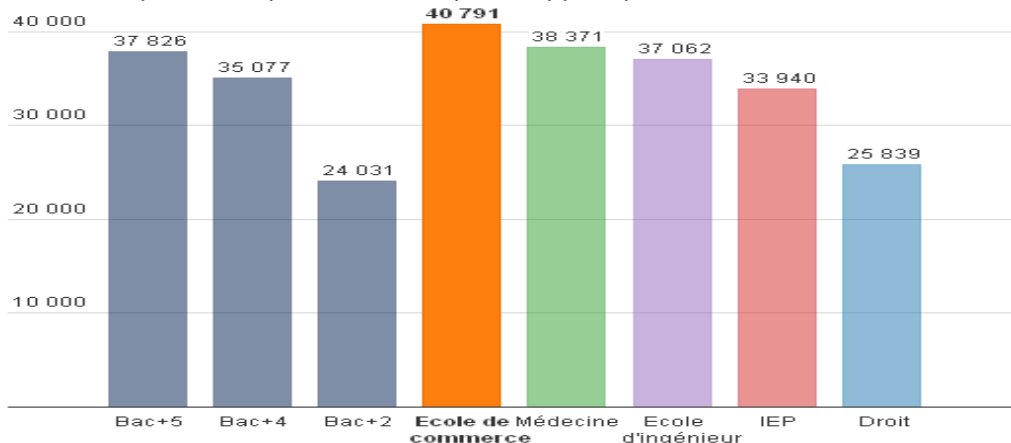
Quels sont les déterminants du salaire ?

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 :

Écarts de salaires entre diplômés

Salaires moyen annuel (tous niveaux d'expérience) par diplôme



<http://www.leparisien.fr/societe/emploi-que-rapportent-exactement-les-diplomes-en-termes-de-salaires-26-03-2014-3711009.php>

Document 2

Opérations escargot, blocage de sites industriels ou de dépôts pétroliers : les routiers entament dimanche 18 janvier 2015 une grève reconductible pour réclamer des augmentations de salaires. L'intersyndicale CGT, FO, CFTC et CFE-CGC réclame « une augmentation du pouvoir d'achat minimum de 100 euros » par mois, notamment en portant à 10 euros le taux horaire minimum pour les coefficients les plus bas à l'embauche. « Les salaires dans le monde du transport sont quasiment gelés depuis trois ans. Or pendant ce temps le Smic continue à augmenter », a expliqué au micro de France bleu Marc Rosa, secrétaire général de la CGT Transports en Gironde. Les syndicalistes pointent également les aides publiques octroyées aux entreprises pour justifier leur mouvement, comme le pacte de responsabilité et le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) ou encore la baisse des prix du carburant. La dernière opération des chauffeurs routiers relative à ces revendications salariales remontent à la fin de 2014, pendant les fêtes. Les revendications des syndicats qui exigent aussi un 13^e mois, sont « en décalage avec les réalités économiques des entreprises », a déclaré à l'AFP M.Paulissen, regrettant leur « choix tactique » d'appeler à manifester « avant la négociation ».

LeMonde.fr, 18 janvier 2015

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn

Temps de passage : 20 mn

Sujet N°38

Questions simples (10 points) :

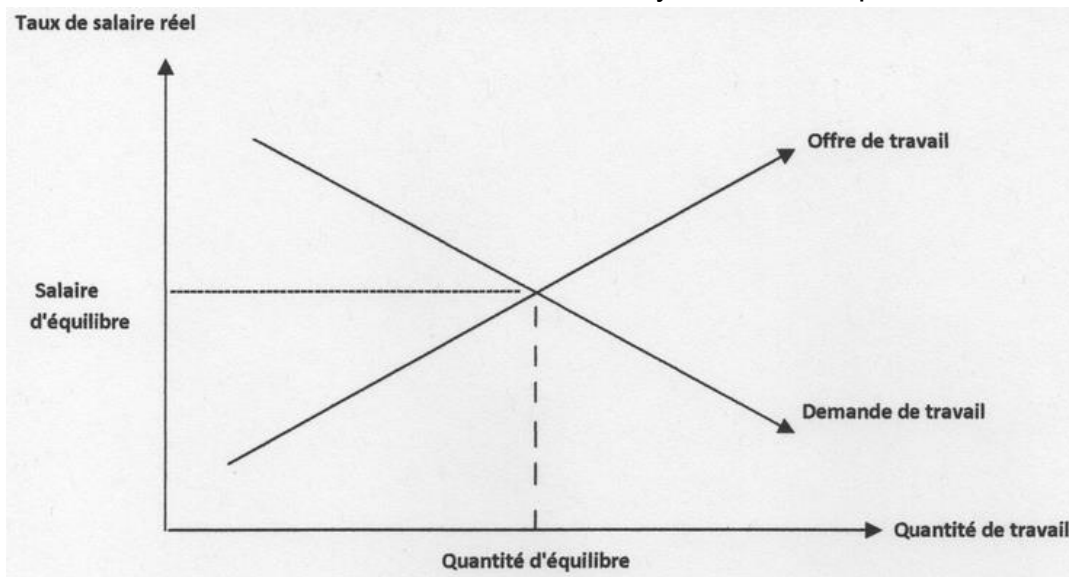
- 1 Expliquez ce qu'est un régime parlementaire. [3 points]
2. Montrez que la notion de répertoire d'action politique ne se résume pas à la pratique du vote. [3 points]
3. Pourquoi la courbe d'offre de travail est-elle croissante ? [4 points]

Question principale (10 points) :

Vous montrerez que le marché du travail, en France, aujourd'hui ne respecte pas les hypothèses d'un marché concurrentiel.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Le marché du travail selon l'analyse néoclassique.



Document 2

Un quart des 15-24 ans présents sur le marché du travail sont au chômage, soit 730 000 personnes. La moitié de ces jeunes chômeurs sont dépourvus de diplôme (ou titulaires du seul brevet des collèges). Leur taux de chômage est quatre fois plus élevé que celui des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. Parce que les employeurs ont un préjugé défavorable à leur égard, mais surtout parce que, depuis trente ans, seuls les emplois salariés qualifiés (cadres, techniciens, infirmiers, pompiers, aides-comptables, etc.) ont vu leur nombre augmenter (+ 4,9 millions depuis 1982). Quant aux emplois non qualifiés, ils ont diminué (- 100 000). Le chômage des jeunes non qualifiés est de type structurel : il tient à la distorsion croissante - que la crise accentue - entre leur insuffisance de formation et le type d'emplois qui se créent. Si bien que le taux d'emploi des jeunes non diplômés entre 15 et 24 ans a été divisé par plus de deux depuis 1982. Seul un sur trois travaille, car les emplois qu'ils auraient pu occuper ont disparu.

Source : Denis Clerc, « Créer de l'emploi dans une France en crise », *Alternatives Economiques*, n° 331 - janvier 2014.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N°39

Questions simples (10 points) :

1. Illustrez le rituel du vote. [3 points]
2. Quels sont les effets d'un mode de scrutin majoritaire sur la sélection des gouvernants ? [3 points]
3. Vous mesurerez de deux façons l'écart entre le taux de chômage de l'Allemagne et celui de l'Espagne (document 1). [4 points]

Question principale (10 points) :

Vous montrerez que la réduction du coût du travail ne permet pas toujours de réduire le chômage.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous.

Document 1 : Coût de l'heure de travail et taux de chômage

	COÛT DE L'HEURE DE TRAVAIL ⁽¹⁾	TAUX DE CHÔMAGE ⁽²⁾
Des pays « chers » et très actifs...		
Suède	39 euros	7,8 %
Allemagne	34 euros	4,7 %
Belgique	33 euros	8,6 %
... des pays « moins chers » et frappés par le chômage...		
Italie	28 euros	12,4 %
Espagne	21 euros	22,5 %
Portugal	13 euros	13,2 %
... et notre pays		
France	36 euros	10,2 %

(1) Source Rexecode (dans l'Industrie et les services marchands au premier trimestre 2015).

(2) Source: OCDE (juin 2015). L'Expansion

Document 2

Pour réduire le chômage keynésien, qui résulte d'une insuffisance de la demande globale, il convient [...] de produire des chocs positifs sur la demande en soutenant l'activité avec des politiques macroéconomiques appropriées. Il faut détendre les politiques monétaires en abaissant les taux d'intérêt à court terme. Il faut aussi stimuler la demande par des politiques budgétaires et des déficits publics raisonnés. Il faut aussi trouver les clés d'une nouvelle régulation qui favorise durablement la demande, au travers par exemple d'un partage de la valeur ajoutée plus favorable aux salariés.

Source : Gautié et L'Horty, "Emploi et chômage", in Collectif, Croissance, emploi et développement, La découverte, 2007

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage : 20 mn

Sujet N°40

Questions simples (10 points) :

1. Quels sont les principaux déterminants sociaux de l'abstention ? [3 points]
2. Qu'est-ce que la société civile organisée ? [3 points]
3. Faites une phrase avec chaque donnée entourée (document 1). [4 points]

Question principale (10 points) :

Vous montrerez que les évolutions de l'emploi remettent en cause le rôle intégrateur du travail.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous.

Document 1 : Nombre de chômeurs et taux de chômage selon le sexe et le diplôme en 2014

	2014		
	Femmes	Hommes	Ensemble
Nombre de chômeurs (en milliers)			
Brevet des collèges, CEP ou sans diplôme	1 320	1 518	2 838
Baccalauréat, CAP, BEP	358	491	849
Bac + 2	615	709	1 324
Diplôme supérieur au Bac + 2	142	127	268
Non renseigné	200	184	383
Taux de chômage (en %)			
Brevet des collèges, CEP ou sans diplôme	6	7	13
Baccalauréat, CAP, BEP	9,6	10,2	9,9
Bac + 2	14,9	17,4	16,2
Diplôme supérieur au Bac + 2	10,6	10,0	10,3
	5,7	6,3	6,0
	6,6	6,3	6,5

Champ : France métropolitaine, personnes de 15 ans ou plus.

Source : INSEE, enquête Emploi.

Document 2

Si le CDI reste le contrat de travail le plus représentatif du salariat en France, une majorité des embauches se font désormais en CDD. La part des CDD dans les embauches a atteint 87% en 2015, selon la Dares. Un record depuis... 15 ans ! Le ministère du Travail, qui avait fait une étude sur la période 2000-2012, concluait que le nombre de contrats à durée déterminée avait bondi de plus de 75% en France. Les contrats courts se sont développés dans les années 1980 et 1990 mais la crise de 2008 a amplifié la tendance au recours aux contrats courts en France, dans le sillage de la montée du chômage. Les contrats en CDD touchent avant tout les jeunes et les moins qualifiés, et davantage les femmes que les hommes. [...] La France est par ailleurs l'un des pays où le taux de conversion des CDD en CDI est le plus faible des pays développés de l'OCDE. Sur une période de trois ans, seuls 21% des salariés passent de l'emploi temporaire à l'emploi permanent, contre une moyenne d'environ 37% en Europe.

Source : Marine Rabreau, publié le 15 mars 2016, Le Figaro.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examineur à la fin de l'épreuve.